

LA POSITION STRATÉGIQUE DE LA CHINE DANS LA MER JAUNE ET LA COMPÉTITION SINO-AMÉRICAINNE CONTEMPORAINE DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE

Young S. Kim

P.U.F. | *Guerres mondiales et conflits contemporains*

2010/3 - n° 239

pages 77 106

ISSN 0984-2292

Article disponible en ligne l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2010-3-page-77.htm>

Pour citer cet article :

S. Kim Young, La position stratégique de la chine dans la mer jaune et la compétition sino-américaine contemporaine dans la péninsule coréenne,
Guerres mondiales et conflits contemporains , 2010/3 n° 239, p. 77-106. DOI : 10.3917/gmcc.239.0077

Distribution électronique Cairn.info pour P.U.F..

P.U.F.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA POSITION STRATÉGIQUE DE LA CHINE DANS LA MER JAUNE ET LA COMPÉTITION SINO-AMÉRICAINE CONTEMPORAINE DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE

Après l'incident de Cheonan, où une corvette militaire sud-coréenne de 1 300 tonnes a été coulée, par une torpille nord-coréenne en mer Jaune en mars 2010, la tension monte entre les deux Corées. Washington soutient Séoul alors que la Chine opte pour la neutralité et un sobre appel à la paix. La guerre de Corée, qui est la plus longue guerre pour les États-Unis, n'est pas prête de se terminer même 57 ans après la signature du cessez-le-feu.

Les spécialistes de la question estiment que l'écroulement du système de la guerre froide a fait réapparaître la configuration des relations entre les puissances qui existait dans les années 1890 autour de la péninsule Coréenne. Cette configuration est devenue, depuis, un enjeu historique des pays limitrophes, la Russie, le Japon et la Chine.

DONNÉES HISTORICO-GÉOPOLITIQUES

La position géopolitique de la péninsule coréenne a déterminé les attitudes traditionnelles de ces pays envers la Corée. La Chine considérait que la péninsule avait avec elle des relations aussi proches que les lèvres le sont des dents. Au contraire, les Japonais considéraient la péninsule Coréenne comme un poignard visant le cœur du Japon. La Russie avait, elle, proposé, depuis la fin du XIX^e siècle, de diviser la péninsule coréenne en deux zones d'influence. Les pays limitrophes, le Japon et la Chine en particulier, ont chacun fait tout leur possible pour que la Corée ne soit pas exclusivement dominée par une puissance hostile à leur rencontre. La Russie, agissant de concert avec la Chine comme une puissance continentale, a voulu s'assurer un port libre de glaces dans le sud de la péninsule Coréenne.

Dans cette compétition entre pays limitrophes pour la domination, la guerre sino-japonaise avait éclaté en 1894, et la guerre russo-japonaise, à l'ouest de la péninsule coréenne, en 1904. Le Japon, avec l'aide des

puissances océaniques, Grande-Bretagne et États-Unis, a pu exercer une domination exclusive sur la péninsule de 1910 à 1945. Par le traité secret Taft-Gatzra de 1907, les États-Unis, en dépit de leur déclaration de politique de l'équilibre des forces en Asie, avaient soutenu l'expansion japonaise sur le continent asiatique et, par conséquent, avaient reconnu la domination japonaise sur la Corée. Et cette expansion japonaise soutenue par les États-Unis, aboutit à la Seconde Guerre mondiale en Asie après l'attaque japonaise à Pearl Harbour en 1941.

Face à cette compétition entre les trois pays limitrophes, l'Empire coréen avait, depuis la fin du XIX^e siècle, essayé de provoquer l'intervention des États-Unis dans la péninsule. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont intervenus dans la péninsule pour libérer la Corée de la tyrannie du militarisme japonais. Dans le cadre du processus de libération de la péninsule coréenne, les États-Unis et l'Union soviétique se sont mis d'accord pour diviser provisoirement la péninsule à la hauteur du 38^e parallèle¹. Avec l'intensification de la guerre froide, deux gouvernements ont été établis séparément en 1948, l'un à Séoul, soutenu par les États-Unis, l'autre à Pyongyang, soutenu par l'Union soviétique.

Le facteur géopolitique est encore important, comme cela s'est vu lors de l'opposition sino-américaine dans la péninsule pendant la période de la guerre froide. La Chine communiste avertit plusieurs fois les États-Unis, qui dirigeaient les forces de l'ONU pendant la guerre de Corée en 1950, de ne pas avancer jusqu'au Yalu, ligne frontalière entre la Chine et la Corée². Dans une perspective non seulement géopolitique mais aussi stratégique, il faut remarquer que c'est la Chine qui a le plus besoin de la péninsule coréenne pour sa sécurité, parce que la voie la plus courte pour arriver au cœur de la Chine ou à Beijing depuis l'extérieur consiste à passer par la péninsule coréenne ou par la mer Jaune³.

Il est intéressant de noter qu'après avoir mené, pendant trente ans, une politique de blocus et aussi d'isolement de la Chine communiste, les États-Unis ont amorcé le rapprochement avec la Chine communiste en prônant le dialogue nord-sud coréen en 1971. Ce premier dialogue – il n'y en avait pas eu depuis l'indépendance des deux Corées en 1948 – a servi de base

1. Selon Dean Rusk, il avait proposé en août 1945 le 38^e parallèle pour la division de la péninsule coréenne. Il a témoigné que l'écroulement brusque du Japon suite aux bombardements atomiques d'Hiroshima le 6 août et l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon le 8 août 1945 ont conduit à cette décision. Mais le 38^e parallèle a été choisi par les deux pays comme ligne de division des régions maritimes dans la mer de l'Est pour les opérations des forces navales, lors de la conférence de Yalta (FRUS 1945, vol. VI : 1039). En fait, l'occupation militaire soviétique de la partie Nord de la Corée a été décidée lors de l'entretien des Commandants en chef des armées des deux pays (*The Entry of Soviet Union*, 1955 : 96).

2. À la différence de la géopolitique traditionnelle qui met l'accent sur la position géographique, la frontière et les technologies militaires, la géopolitique nouvelle ou contemporaine a étendu ses intérêts à des domaines nouveaux, comme l'économie, la culture et l'environnement (O'Tuathail, Gearoid, et Dalby, Simon, 1998 : 1-14).

3. La plus courte distance entre les deux pays est de 400 km, du port d'Inchon à Qingdao.

à la politique de rapprochement des États-Unis avec la Chine, et cette méthode de rapprochement a encore été utilisée par les États-Unis pendant les années 1970-1980⁴.

Avec la débâcle, commencée à Berlin, du système de la guerre froide, lors de la dernière décennie du xx^e siècle, et la poursuite de la politique de modernisation du gouvernement chinois en 1980, la péninsule coréenne prend pour la Chine une signification non plus seulement stratégique-géopolitique, mais aussi économique en tant que modèle pour son propre développement économique.

Dans le contexte du changement de l'équilibre des forces en Asie orientale, dû à la croissance économique de la Chine, et aussi à l'essai nucléaire nord-coréen, la probabilité d'une nouvelle évolution dans la situation de la péninsule coréenne, comme par exemple la réunification, est très forte. Dans la compétition sino-américaine actuelle qui a pour enjeu stratégique leur influence respective dans la péninsule coréenne réunifiée, l'avantage pourrait revenir à celui qui offrirait une politique plus globale et plus précise.

L'OUVERTURE DE LA CHINE ET SES RELATIONS AVEC LA CORÉE DU SUD

Il est remarquable que William Overholt, membre du Conseil de politique étrangère dans l'administration Clinton, ait indiqué que Deng Xiaoping avait fait du succès du développement économique sud-coréen sous le Président Park un modèle pour la Chine⁵. Depuis l'établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud en 1992, la Chine a approfondi ses échanges économiques avec Séoul. Le volume du commerce entre les deux pays est passé de 5 milliards de dollars en 1992 à 142 milliards de dollars en 2005⁶.

4. L'ambassadeur américain à Séoul, W. Porter, a témoigné devant le Sénat américain qu'il a été autorisé par son gouvernement à consulter les Coréens pour trouver un endroit pour le dialogue entre Sud-Coréens et Nord-Coréens. Réf. (US Agreement and commitments Abroad, 1970 : 1680-1681).

5. (William H. Overholt, 1993 : 32-50.) D'après lui, la Chine est bénéficiaire du modèle asiatique et Deng Xiaoping et ses collègues suivent le modèle de développement économique de la Corée du Sud.

6. (*Beijing Review*, December 29, 2005 : 14-15.) Le taux de croissance annuel est de 30,8 %.

COMMERCE SINO-SUD-CORÉEN
(en milliards de dollars)

Année	Export	Taux de Croissance	Import	Taux de croissance	Total	Taux de croissance	Balance
1992					5		
2000	11,3	44,5	23,2	34,7	35	37,8	− 11,92
2001	12,5	10,9	23,4	0,8	36	4,1	− 10,87
2002	15,5	23,8	25,9	10,6	44	22,7	− 13,07
2003	20,1	29,7	43,1	66,7	63	43,5	− 23,03
2004	27,8	38,4	62,3	44,3	90	42,4	− 34,43
2005★	66,0		76,2		142		− 10

Source★ <http://stat.kita.net/top/stat> 29 mars 2007.

L’environnement pacifique dont la Chine avait besoin pour son développement économique⁷ l’a persuadée de maintenir des relations d’équidistance avec le gouvernement communiste de Pyongyang et avec le gouvernement de Séoul. Il est notable que la croissance remarquable de l’économie chinoise a mené les pays asiatiques à l’augmentation du commerce et au dynamisme de l’Asie⁸. L’OMC a estimé que le volume total du commerce intra-asiatique en 2006 représentait 51 % du volume mondial et, qu’en 2020, il serait de 1 200 000 000 dollars, avec une tendance continue à la croissance (CSIS Report, 2007).

Du point de vue stratégique-géopolitique, cependant, les relations sino-nord-coréennes se sont renforcées, même dans la période post-guerre froide, parce que le régime de Pyongyang, dont la situation économique est bloquée, a besoin de l’aide chinoise et de ses ressources stratégiques, et qu’en revanche la Chine ressentait fortement la nécessité d’assurer sa sécurité par des relations étroites avec la Corée du Nord.

C’est pourquoi la rencontre entre les six pays : États-Unis, Chine, Russie, Japon, Corée du Sud et Corée du Nord, a été organisée à l’initiative de la Chine pour discuter du problème nucléaire nord-coréen. Cet entretien a pour but de résoudre par la négociation le problème de l’abandon du programme nucléaire de la Corée du Nord à la demande des États-Unis. Ceux-ci poursuivent la coopération avec la Chine en vue de résoudre le

7. Pang Zhongying a noté, dans la *Beijing Review*, que la Chine devrait continuer sa politique de paix et de stabilité jusqu’à l’an 2050, ce qui était présenté aussi par Deng Xiaoping. (Vol. 45, n° 32 August 8, 2002) et (Textes choisis de Deng Xiaoping, 1993 : 115).

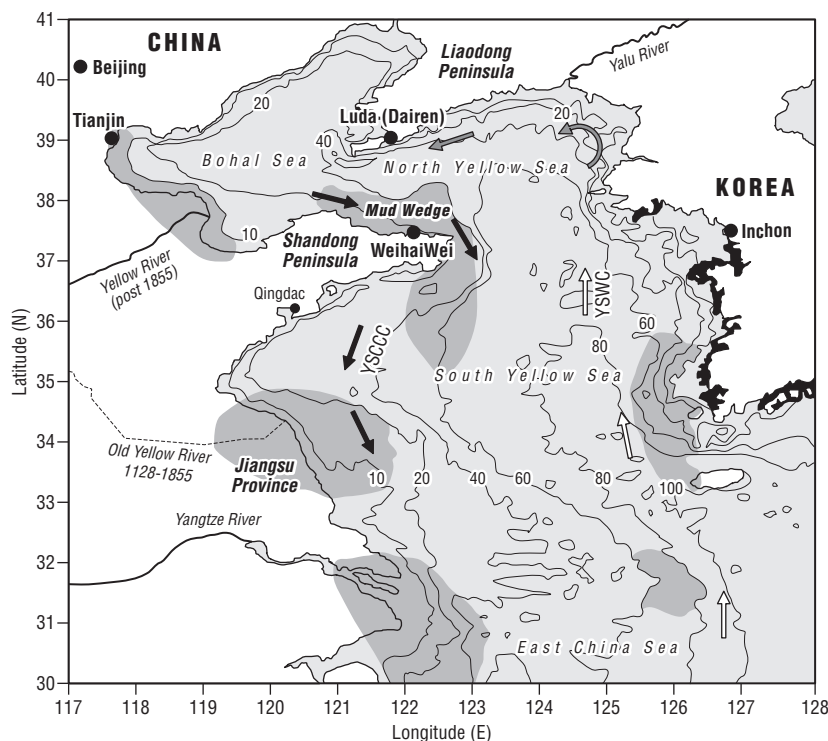
8. Taux de Croissance économique de la Chine

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux %	8,4	8,3	9,1	10	10,1	10,4	10,7

source: National Development and Reform Commission, Mar. 5, 2007 ★
(Report on the Implementation of the 2006 Plan) et
(2007 Draft Plan for National Economic and Social Development)

problème nucléaire nord-coréen, mais les activités chinoises concernant la prolifération et la modernisation militaire posent la question des effets de cette politique des États-Unis⁹.

On peut constater les intentions pacifiques de la Chine. Elle a ainsi conclu avec la Corée du Sud l'accord de 2000 sur la pêche en mer Jaune. Des négociations sont en cours entre la Corée du Sud et la Chine depuis 1997 au sujet des plateaux continentaux en mer Jaune.



À cause du manque de profondeur (en moyenne 44 mètres) de la mer Jaune, nulle partie ne peut revendiquer ses droits concernant les plateaux continentaux. Vu l'état de la formation des plateaux continentaux de la mer Jaune et leur faible profondeur face au littoral chinois (en moyenne 10 à 20 mètres) alors que la profondeur devant le littoral coréen

9. Sur la prolifération chinoise (2004 Report to Congress of the US-China ESRC, 2004, Chapter 5). Ce rapport a pris au sérieux le changement rapide de la politique de Bush de « Strategic Competitor » en 2000 à celle de « Partnership » en 2004. En particulier au sujet de l'exportation et l'aide en matière de technologie nucléaire et de missiles, *Ibid.*, Appendix D'après les documents du Congrès américain, la Chine a augmenté en 2005 ses dépenses pour la défense : soit 12,6 % du budget total, pour un montant de 29,9 milliards de dollars et, en 2006, à 14,7 % de ce budget, pour un montant de 35 milliards, mais les Américains, en particulier, le Département de la Défense (DOD) pensaient que ce chiffre était sous-estimé (l'estimation du DOD pour l'an 2006 est 70-105 milliards) (2006 Annual Report to Congress, US-China ESRC, 2006, October, 30).

est en moyenne de 80 à 100 mètres, on constate des revendications opposées des deux pays¹⁰.

La Chine a des prétentions sur la division des plateaux continentaux de la mer Jaune, prétentions basées sur la prolongation naturelle du continent chinois au lieu de prendre la ligne du milieu.

Sur le plan militaire, les forces navales combinées américano-sud-coréennes faisaient régulièrement des manœuvres massives dans la mer Jaune. Soixante-dix navires de guerre des deux pays prennent part, dont un porte-avions et des péniches de débarquement de la 7^e flotte des États-Unis à ces exercices annuels (US, ROK Navies Perfect, 4/6/2006, US-ROK 1 Team, 4/7/2006). Ces manœuvres comprenaient notamment des exercices d'entraînement au sauvetage de pilotes, ainsi qu'au déminage.

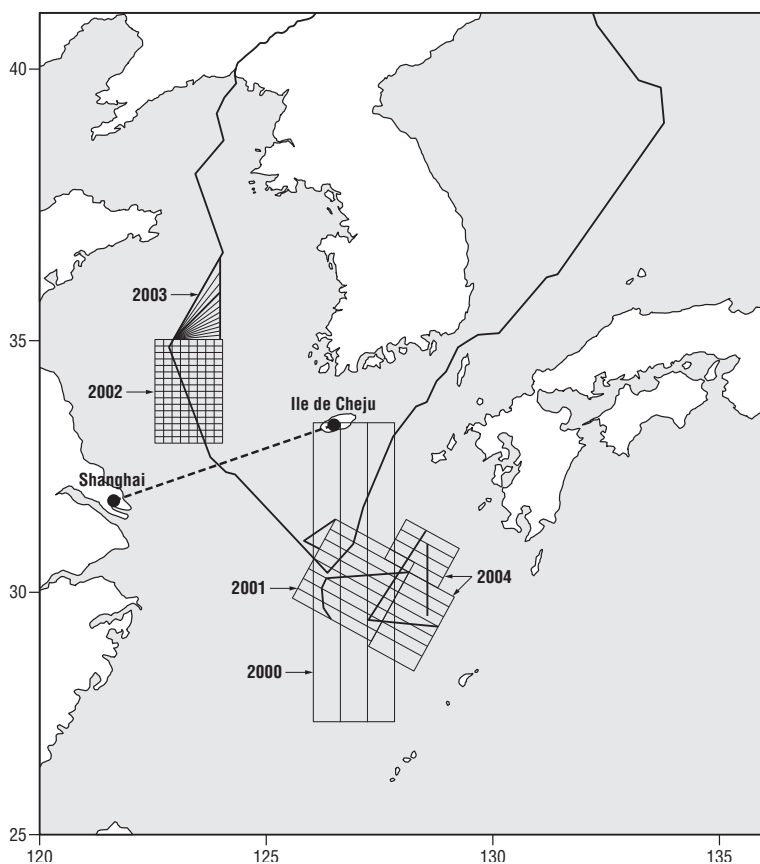


Fig. II.— État actuel des recherches Sud coréennes sur les plateaux continentaux

10. La Petro-China Company a déclaré qu'elle a découvert un gisement pétrolier de 1,020 millions de tonnes, de bonne qualité, à Jidong Nanpu, près de Tienjin, dans la mer de Bohei (<http://news.bbc.co.uk> May 3, 2007).

Les relations militaires entre la Chine et la Corée du Nord d'une part, les États-Unis et la Corée du Sud d'autre part, et le problème des recherches sur les plateaux continentaux, qui semblaient risquer d'évoluer vers un conflit sud-coréen-chinois ne sont pas ouvertement mentionnées par les deux parties, ceci dans le seul but de développer économiquement la Chine.

Parallèlement à l'ascension de la Chine au statut de superpuissance, la réorganisation des forces militaires due au réalignement des forces américaines dans cette région, décidée par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des États-Unis et du Japon en mai 2006, a rendu les forces japonaises indispensables et vitales pour l'intensification de la paix et la sécurité de cette région et du monde (Security Consultative Committee Documents, May 2006).

Les Chambres japonaises ont fait passer, le 14 mai 2007, un projet de loi qui permet la révision de la constitution pacifique du Japon, adoptée en 1947. Selon ce projet de loi le Japon peut amender sa constitution afin de pouvoir prendre part aux règlements des conflits internationaux, aux missions de maintien de la paix à l'étranger et entretenir les forces militaires qui pourraient être engagées dans un conflit extérieur (<http://news.bbc.co.uk/go> May 14 2007).

D'après C. Rice, la secrétaire d'État américaine, l'alliance américano-japonaise est devenue le fondement, non seulement de la sécurité du Japon, mais aussi de la paix et de la stabilité de l'Asie Pacifique. L'évolution des conditions militaires dans la région signifie que le noyau de l'alliance militaire et de la politique de sécurité des États-Unis est passé de la Corée du Sud au Japon (Sec. Rice, May 1, 2006).

LA POSITION MILITARO-STRATÉGIQUE DE LA CHINE DANS LA MER JAUNE

Contexte historique

La mer Jaune est la région maritime située au nord de la ligne reliant l'île de Cheju (Corée du Sud) à Shanghai (Chine), c'est-à-dire à la latitude 35° 10' Nord (voir Figure II). Un conflit en mer Jaune entre les deux pays riverains à propos des ressources sous-marines ou au sujet de la possession des îles est peu probable, même si des heurts mineurs ont eu lieu entre pêcheurs des deux pays à la frontière maritime.

Dans la négociation en cours depuis 1998 concernant la limite du plateau continental entre les deux pays, ceux-ci ont adopté des attitudes flexibles en limitant les frictions. La principale préoccupation de la Chine, dans cette région maritime, est de maintenir la sécurité et la

stabilité pour préserver son développement économique. Pour la Chine, assurer sa sécurité maritime consiste à défendre activement ses côtes et les eaux du large (offshore) de l'Est¹¹.

D'après le rapport rédigé pour le Congrès américain, en 2006, par le secrétaire à la Défense, la Chine a adopté la stratégie de « the Second Island Chain » qui pourrait lui permettre de dominer les eaux de 1 000 milles marins depuis le littoral, et les forces navales japonaises ont exprimé leur inquiétude à ce propos¹².

Les forces navales de la Chine (PLAN) se composent de trois flottes majeures : la flotte du Nord, basée à Qingdao ; la flotte de l'Est, basée à Ningbo ; et la flotte du Sud, basée à Zhangang¹³. La mer Jaune se trouve dans la zone de la flotte du Nord.

Comme dans les autres domaines, la Chine a pris comme principe directeur, dans l'établissement de sa politique contemporaine, la leçon historique apprise pendant la période des « guerres impérialistes »¹⁴.

La mer Jaune se subdivise en trois zones maritimes : la mer Jaune du Sud, la mer Jaune du Nord, et la mer de Bohei.

Les guerres qui ont éclaté dans la mer Jaune du Nord et la mer de Bohei, comme la guerre sino-japonaise en 1894 et la guerre russo-japonaise en 1904, témoignent en fait l'importance stratégique et géopolitique de cette région. À l'entrée de la mer de Bohei, il y a deux péninsules, le Liaodong et le Shandong. Le port de Weihaiwei, dans la péninsule du Shandong, et celui de Lüda (Dairen, ou Port-Arthur) dans la péninsule du Liaodong, sont les plus importants pour la défense de la mer de Bohei, par conséquent, pour la défense de Tien sin et Beijing.

La Chine, qui souffrait des offensives des Empires occidentaux depuis la guerre de l'opium en 1840, a commencé à construire des navires de Guerre cuirassés en 1871, sur les recommandations de Li Houng-tchang¹⁵. Les trois grands croiseurs de la Chine, le Chen-Yüan, le Ting-Yüan (classe des 7 000 tonnes) et le Ping-Yüan (2 400 t) et des canonnières de 600 tonnes

11. D'après les documents américains, la mission des forces navales de la Chine (PLAN) dans la perspective du court terme, est de défendre le territoire de la Chine. (Andrew Erickson, May 8, 2006). Mais le rapport de l'US-China ESRC considère que l'objectif de la « grande stratégie » de la Chine est de conserver la paix et la stabilité dans la mer proche (*near abroad*). Il a suggéré que la première étape de cet objectif pourrait être atteinte en 2008, dans la région maritime d'environ 400 milles nautiques (2006 Report to Congress of US-China ESRC, October 30, 2006 : 135). D'après le livre blanc de la Défense nationale paru en 2006, la Chine pensait que la guerre entre les grands pays serait évitable et que la tâche immédiate de la PLAN était de construire la capacité pour l'opération intégrée des forces navales. Réf (China's National Defense in 2006, December 2006, Beijing).

12. (Annual Report to Congress 2006:11) For the Security of Sea Lanes réf. (Yasuki Nakahata, 8 août 2006).

13. R. Fisher Jr. a indiqué que la flotte du Sud est basée à Yulin, dans l'île de Hainan, comme une base de sous-marins nucléaires (Global Ambitions, *Armed Forces Journal*, May 3, 2006).

14. Les spécialistes américains du problème militaire chinois ont indiqué que l'échec de la tentative de moderniser par eux-mêmes leurs forces navales a poussé les Chinois à apprendre les technologies étrangères récentes, par exemple, Michael Glosny, Lyle Goldstein.

15. (*La Chine : novatrice et guerrière*, 1906 : 246) L'intérêt principal de Li a été d'étudier scientifiquement l'armée navale moderne. En 1891, la flotte du Nord, basée à Port-Arthur et Weihaiwei, a été créée avec quatre escadres.

ont participé à la guerre navale contre le Japon en 1894 dans la mer Jaune du Nord.

D'après L. Pétillo, les escadres chinoises basées dans les ports de Dairen et Weihaiwei ont été détruites ou se sont rendues à cause du manque de compétence du commandant Ting et du manque d'expérience des marins chinois¹⁶. Dans la guerre commencée lors de l'attaque surprise du Japon sans déclaration de guerre, la plupart des escadres chinoises ont capitulé, et les navires, récupérés par le Japon, ont pris part à la guerre russo-japonaise en 1904 (Warships of Imperial Japanese Navy, 1977: 12-15). Même si la guerre russo-japonaise n'était pas la guerre de la Chine, ce conflit naval qui a eu lieu en mer Jaune pourrait avoir influencé la stratégie de défense de la Chine dans cette zone. Le 7 février 1904, trois jours avant la déclaration de guerre, l'escadre de l'amiral japonais Togo attaqua par surprise la canonnière russe *Koreët*s (6 500 t) dans le port coréen de Chémulpo, et, le 8, Togo attaqua Lüda (Port-Arthur), où était basée la flotte russe du Pacifique¹⁷.

Après la déclaration de guerre, le 10 février, Togo commença à mouiller des mines et à bloquer Port-Arthur. Dans cette guerre navale contre la Russie, l'escadre de Togo bloqua par deux fois le port de Dairen, en février et en mars, et continua ce blocus jusqu'à mai. En utilisant les caractéristiques topographiques (profondeur de la mer, hauteur des marées, tracé de la côte, etc.), et aussi en tenant compte du fait que les grands navires russes ne pouvaient se déplacer qu'à marée haute, Togo les attaqua par marée basse. Pendant ce blocus, les Japonais continuèrent à attaquer la base navale de Port-Arthur à la torpille et par bombardement d'artillerie. Le 13 avril, le vaisseau amiral *Petropavlovsk* fut attaqué et sombra avec le commandant Makharoff, et la guerre navale à Port-Arthur a duré jusqu'à août 1904.

R. Hargreaves considère que le Japon avait préparé à l'avance une stratégie de surprise et préméditée. Toutefois, les Japonais considéraient le résultat de la guerre comme inférieur à leurs attentes (Hargreaves, 11).

Stratégie contemporaine

Il est entendu que la stratégie contemporaine de PLAN a évolué récemment et est passée de la mission de défense littorale des années 1950-1960 à celle de la défense active de la côte au large (offshore) par la stratégie l'*accès denial*, qui est basée sur les contre-torpilleurs, des sous-marins et des missiles¹⁸.

D'après la stratégie de la flotte de guerre chinoise, les forces navales devraient se charger, au moins avant la première décennie du XXI^e siècle,

16. (L. Pétillo, 1904 : 73) Pétillo a mis l'accent sur l'incapacité de direction du commandant Ting.

17. Pendant la négociation entre le Japon et la Russie tsariste sur le problème de la Mandchourie, le représentant japonais a notifié unilatéralement la rupture des négociations, le 6 février 1904 (*Documents diplomatiques français* (1871-1914), p. 43. Sur la guerre russo-japonaise (R. Hargreaves, 1962 : 11).

18. Cooper estime qu'elle serait mise en place vers 2008. (Statement of Cooper III, March 16, 2006).

de la mission des régions maritimes de Vladivostok au nord au détroit de Malacca au sud¹⁹. En 1960, la flotte chinoise du Nord de la mer Jaune avait déplacé sa base navale principale de Dairen à Qingdao, le port du Shandong, qui donne sur la mer Jaune au large. Même si les chantiers navals, chargés de la construction des navires de guerre de surface dans les ports de Dairen et Weihaiwei, restent en activité, le changement de la base navale principale pour Qingdao signifie le changement de la stratégie de défense.

À Jianggezhuang, à 20 km à l'est de Qinghé, il existe une base de sous-marins de la classe Xia, équipés de SLBM. Le plus grand chantier naval se trouve dans la région du Bohei, intégrant les chantiers de Dairen où il y a un nouveau chantier d'équipement du porte-avions, « Varyag », et du Bohei, et on pense qu'il existe une base de sous-marins dans cette région. Et c'est à Shanghai que le plus grand chantier du monde est en construction.

Le plan de défense a été délimité par les contraintes opérationnelles, dues aux causes topographiques. Pourtant, il permettrait de conduire une Guerre anti-sous-marine dans une mer de faible profondeur, comme les eaux littorales de la mer Jaune²⁰. La capacité chinoise à conduire une Guerre contre les sous-marins demeure au mieux modeste et l'efficacité du système d'opération de ses forces navales est douteuse²¹.

Depuis la déclaration sur la modernisation de la « 2^e artillerie » de la Chine en 2004, les problèmes représentés par la menace des forces militaire chinoises dans le domaine des missiles, des sous-marins, et en particulier, des mines ont été discutés lors des auditions de témoins qui ont eu lieu aux États-Unis en 2005²².

19. C. Cooper a indiqué que Beijing espérait être capable de contrôler le détroit de Malacca et l'océan Indien après 2020. (2006 Report to Congress, 130) Pour sa politique de défense, la Chine a adopté une stratégie de développement en trois étapes ; 1^{re} étape, jusqu'à 2010, consolidation des fondements militaires, 2^e étape, jusqu'à 2020, modernisation et développement des forces militaires, 3^e étape, avant le milieu du XXI^e siècle, construction de forces armées capables d'être victorieuses dans la guerre de l'information (China's National Defense in 2006).

20. La flotte du Nord possédait trois escadres de contre-torpilleurs, comptant 14 bâtiments, trois escadres de sous-marins (27 sous-marins, dont 5 sous-marins nucléaires) et une escadre de vedettes rapides équipées de missiles (11 vedettes), ainsi que 2 divisions de chasseurs et une division de bombardiers (Annual Report to Congress, 2006). Il est remarquable que la moitié du total des sous-marins de la Chine soit concentrée dans la mer Jaune.

21. Ceci est l'évaluation de Brad Kaplan, attaché militaire des États-Unis en Chine, faite en 2002. Mais Fisher Jr. a noté que la Chine pourrait devenir une puissance régionale en raison de la modernisation lancée au début du XXI^e siècle.

22. D'après Fisher Jr., la « 2^e artillerie » chinoise est la nouvelle organisation principale des missiles de dissuasion, nucléaire ou non (*China's Growing Missile Force*, July 11, 2006). A. Ericksen note que le PLAN recherche le contrôle de la mer, en tout cas pour un temps limité et contre un éventuel adversaire régional (par exemple Taïwan) en cas d'hostilités contre une puissance majeure, comme les forces navales des États-Unis. La cause principale du développement des mines variées est dans la vulnérabilité des forces navales chinoises (*China's Undersea Warfare*). D'un point de vue américain, la vulnérabilité des forces chinoises tient du niveau d'entraînement et d'éducation, et de la capacité technologique et de mener une guerre motorisée. Réf. (Éric A. McVadon (March 9, 2007) et aussi R. Cliff, *et al.*, 2007).

La « 2^e artillerie » a un effectif de 217 000 hommes, répartis en 6 (ou 8 selon les sources) divisions, elles-mêmes divisées en 19 brigades.

Shenyang et du Jilin visaient le Japon, la Corée, Okinawa et l’extrême orient de la Russie. Il y a autour de Beijing des villes d’importance stratégique sur le plan militaire comme Wuzai et Qinghé, où se trouvent le grand quartier général de la « 2^e artillerie » et Xuanhua, où est situé le radar à longue portée de la « 2^e artillerie ». Le poste de commandement de combat de la « 2^e artillerie » (commandé par le Central Military Committee du Chinese Communist Party) se trouve à Yuguanshan, dans les montagnes à l’ouest de Beijing.

D’un point de vue défensif, ces missiles et les autres missiles basés autour de Beijing peuvent viser les navires de guerre équipés du système Aegis et des porte-avions des États-Unis remontant la mer Jaune pour l’attaque, en tenant compte du fait que les forces aériennes et navales de la Chine ne peuvent être de taille à combattre contre des forces supérieures comme celles des États-Unis²⁸. Le déploiement des missiles à longue portée à l’intérieur du continent indique la mise par les Chinois de l’accent sur la « survivabilité » de ses forces nucléaires et par conséquent, sur la dissuasion. D’après Tkacik Jr., la Chine a déployé au moins 40 ICBM visant les États-Unis (Tkacik Jr., May 17, 2007). Afin d’augmenter la valeur stratégique des missiles nucléaires et classiques, il s’agit, pour la Chine, d’améliorer le CEP (*circular error precision*) et de donner la mobilité à ses missiles. Il semble aussi que la Chine ait développé une stratégie de défense reflétant les leçons historiques, en employant les mines et les sous-marins pour parvenir le cas échéant à une interdiction (*access denial*) de la mer Jaune à un adversaire éventuel.

D’après les spécialistes américains, les forces militaires chinoises pourront disposer avant 2020 d’un système C4ISR (*command, control, communication, computer, intelligence, surveillance*) analogue à celui des États-Unis²⁹ système qui, une fois modernisé, pourrait permettre à la Chine une riposte flexible. Cependant, Cooper a indiqué que la Chine a raccourci la période nécessaire pour l’équipement du système de *command and control* par 2010 par l’acquisition du système TAVITAC de la France³⁰.

28. La vulnérabilité des forces américaines, selon le point de vue chinois, est liée à la confiance extrême en une technologie avancée d’information que la Chine espère faire éclater (Éric McVaden) et aussi (R. Cliff, *et al.*).

29. Le Pentagone a rapporté que la Chine a fait des efforts significatifs en matière de modernisation et d’amélioration du système C4ISR pour ses forces stratégiques de missiles. *Ibid.*, p. 547 En général, la Chine fait fond sur l’acquisition des armes de la Russie.

La vente des armes de la Russie à la Chine 2001-2005*

Année	2001	2002	2003	2004	2005
Quantité	38	14	24	118	148

* *Military Power of the People’s Republic of China* 2006.

30. (Cooper III, March 29, 2007) Aux États-Unis, le sénateur R. Lugar, en février 2005, pose le problème de la levée de l’embargo de l’Union européenne, en remarquant que les composants et les sous-systèmes de l’UE pourraient augmenter les performances des logiciels militaires de la Chine et que de telles actions européennes pourraient permettre à la Chine d’accroître ses activités de prolifération. Réf. (Christopher Griffin and Raffaello Pantucci, 2007) et News Articles (Kathleen T. Rhem, July 21, 2005).

Exportations d’armes de l’UE vers la Chine (en millions de dollars*)

Année	2001	2002	2003	2004
Montant	51	185	441	430

* (C. Griffin)

J. Tkacik Jr. indique que la capacité d'ASAT (antisatellite) chinoise dans l'espace, a été démontrée par la destruction d'un satellite artificiel, mis en orbite par DF-21, le 12 janvier par un KKV (Kinetic Kill Vehicle). Cela a causé un choc aux États-Unis qui dépendent fortement de leurs satellites pour les communications civiles et militaires³¹. En cas d'ouverture d'hostilités dans la mer Jaune, l'intervention des États-Unis dans une guerre sino-taïwanaise, les alliés des États-Unis, le Japon, et la Corée du Sud seraient impliqués³². Il est remarquable que les spécialistes américains ont indiqué que la capacité américaine à déjouer la stratégie chinoise de l'*access denial* dépendra de la volonté de leurs alliés à la soutenir³³. Dans le port de Dairen, il y a un nouveau chantier pour l'équipement de l'ancien porte-avions soviétique Varyag, 67 000 tonnes qui pourrait être déployée en 2010 (Tkacik, *China's Quest*).

Il y a de fortes chances pour que la Chine cherche à obtenir la maîtrise de la mer Jaune, si on peut tenir compte du fait que la Chine, en cas d'hostilités, d'après A. Ericksen, pourrait donner son soutien à la Corée du Nord en créant un barrage de mines et en menaçant les forces navales des États-Unis. (*China's Undersea Warfare*).

De son côté, la Corée du Sud envisage un plan de modernisation de ses forces navales avec 15 sous-marins de type anaérobie et 15 contre-torpilleurs équipés du système Aegis avant 2020³⁴. Les deux ministres chinois et sud-coréen de la Défense se sont mis d'accord le 24 avril 2007 pour établir une *hotline* entre leurs forces aéronavales respectives pour prévenir un choc militaire imprévu, ceci constituant la première étape de mesure pour créer la confiance (confidence building measures) (donga.com 04/24/2007). Par ailleurs, les spécialistes militaires américains ont mis l'accent sur le fait que la Chine, renforçant les missiles classiques de courte et moyenne portée comme les DF-11 et DF-15, a adopté la stratégie militaire de dissuasion limitée. (Bates Gill. 560). Les Américains font attention car la Chine pourrait déjouer leurs défenses antimissiles en cherchant à développer la prolifération de la technologie nucléaire dans des pays qui veulent développer un armement nucléaire. La Chine veut de son côté éviter une guerre contre une puissance comme les États-Unis, en usant d'un système de doubles assurances et de doubles restrictions pour le problème de Taïwan³⁵.

31. (John Tkacik, Jr. April 25, 2007) et (China's Space Odyssey, May/June 2007) (Bates Gill, Martin Kleeber et J. Tkacik, May 17, 2007).

32. (Assuring Access 2004: 60) C'est un rapport préparé pour trouver une solution alternative en cas d'hostilités provoquées par la Chine pour l'intégration par la force de Taïwan.

33. (Cooper III, March 16, 2006) Un certain nombre de spécialistes américains estiment que la Chine pourrait effectivement défaire les forces américaines dans un futur conflit militaire sur Taïwan par la stratégie de l'*accessdenial*. (Entering the Dragon's Lair).

34. (Bruce W. Bennett, 2006 : 5-6, 27.) Actuellement, la Corée du Sud possède un navire de Guerre équipé du système Aegis (KDX-III, 7 600 t) et a le projet de posséder trois navires du même type pour 2012 (ministère de la Défense (ROK), 25 mai, 2007).

35. Sur le problème de l'indépendance de Taïwan, les États-Unis donnent des assurances à la Chine et la restriction à Taïwan et, sur le problème d'une attaque contre Taïwan, ils donnent des assurances à Taïwan et la restriction à la Chine Réf. (CFR Report, 04/10/2007).

L'INFLUENCE CHINOISE DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE

L'Asie orientale dans la période postguerre froide

Le grand changement de l'après guerre froide en Asie de l'Est est l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine populaire et la République de Corée en 1992. En dépit de la protestation de la Corée du Nord, son alliée depuis longtemps, la Chine populaire a maintenu des relations égales entre Séoul et Pyongyang. Selon un spécialiste américain de la péninsule coréenne, la Chine souhaiterait que la Corée du Sud joue finalement un rôle décisif dans le processus de réunification lorsque cette question sera soulevée sérieusement³⁶. Jusqu'à présent, la Chine et la Corée du Sud sont tombées d'accord pour maintenir la paix et la stabilité dans la région et poursuivent de concert la politique pacifique dans le règlement du problème nucléaire nord-coréen.

Dans ses relations avec la Corée du Nord, Beijing a fait des efforts pour stabiliser le système nord-coréen en incitant Pyongyang à adopter le modèle chinois de développement économique. La Chine a révélé le 22 mai 2007 que le progrès des relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord aurait une influence positive sur la conférence des six pays (*JoongAng Daily* 22/05/2007).

Les relations sino-sud-coréennes se sont renforcées. La Chine est devenue depuis 2005 le premier partenaire commercial de la Corée du Sud, reléguant ainsi les États-Unis au 2^e rang, ce qui peut inquiéter sérieusement les États-Unis, qui souffrent aussi de l'existence de sentiments anti-américains parmi les Coréens³⁷. D'après la déclaration du ministre des Finances japonais, la Chine est aussi devenue le premier partenaire commercial du Japon, surpassant les États-Unis entre avril 2006 et mars 2007 avec un volume total de commerce de 214,62 milliards de dollars (*Hiroko Dabuchi*, AP, 25/04/2007). Et R. Sutter a noté que la portée et l'influence de la Chine deviendront importantes dans cette région et qu'elle réussira à convaincre les gouvernements asiatiques de ses intentions pacifiques (Sutter, *China's Rise*, July 2006).

Les relations sino-sud-coréennes seront-elles harmonieuses dans l'avenir comme l'espère la Chine ? Le comportement de ce pays affiché dans la conjoncture de la crise, à l'occasion du problème nucléaire de la Corée du Nord, est-il la preuve des limites de ses capacités, ou est-il un moyen de duper les États-Unis sur ses objectifs réels en cachant ses intentions profondes ?

De leur côté, les États-Unis veulent-ils réellement contraindre la Corée du Nord par l'intermédiaire de l'influence chinoise ? L'objectif réel de la politique des États-Unis est-il la Chine ou la Corée du Nord ?

36. Aaron L. Friedberg, September 14, 2006 : 2 : Il a jugé que la Chine ne voudrait pas voir la Corée unifiée devenir un allié des États-Unis mais la voudrait au contraire inclinée vers la Chine. et aussi (RADM Michael McDevett, August 3-4, 09/27/06).

37. La balance du commerce de la Corée du Sud des années 1998-2005 avec la Chine se solde par un excédant de 167,6 billions de \$. Réf. Note 8.

Les relations sino-américaines et le problème nucléaire nord-coréen

Il est clair qu'il y a une très grande différence dans les réactions des puissances chinoises et américaines face à l'essai nucléaire nord-coréen d'octobre 2006. Les premières réactions des États-Unis à cet essai furent négatives, il a été qualifié de « prétendu essai nucléaire des Nord-Coréens »³⁸. Cependant, l'administration Bush demande l'adoption d'une résolution ferme du Conseil de sécurité de l'ONU, et pousse le Japon à demander l'utilisation des forces militaires des Nations unies.

En revanche, la Chine fait preuve de sang-froid, annonçant que la Corée du Nord avait bien procédé à un essai nucléaire et qu'elle en avait reçu la notification par ce pays 20 minutes avant l'essai (*People's Daily*, 2006, 10/10). Même en condamnant l'action de la Corée du Nord en estimant qu'il s'agit d'une conduite contraire aux principes de la communauté internationale, la Chine rejette la menace militaire contenue dans la résolution 1718, adoptée par le Conseil de Sécurité le 14 octobre 2006³⁹. Les raisons pour lesquelles la Chine s'oppose à l'emploi des forces militaires sont, d'abord, la volonté de continuer son développement économique, et à cet égard, d'éviter le danger de prendre part à la guerre en cas d'attaque américaine contre la Corée du Nord, son alliée.

La conférence des Six pays, réunie pour la solution du problème nucléaire nord-coréen est interrompue en septembre 2005 par suite du boycottage de la Corée du Nord, lié aux sanctions financières américaines⁴⁰. Elle a eu pour résultat l'adoption d'une résolution du Conseil de Sécurité. Plusieurs questions se posent alors : 1° quel est l'objectif réel de la conférence des Six pays ? 2° par conséquent, l'adoption de la résolution signifie-t-elle l'échec de la conférence ?

La « crise » et les relations américano-nord-coréennes

L'expression de « crise » du problème nucléaire nord-coréen est apparue après la conférence tenue à Pyongyang lors de la visite de J. Kelly, secrétaire d'État adjoint en octobre 2002 (Niksch, May 26, 2006 : 6). Le motif et l'objectif de la visite de J. Kelly n'étaient pas clairs⁴¹. L'administration Bush

38. Le président Bush a déclaré le lundi 9 octobre que les États-Unis condamnaient le « prétendu » essai nucléaire de la Corée du Nord et demandaient l'action immédiate du Conseil de Sécurité de l'ONU.

39. La *Beijing Review*, dans son éditorial, a mis l'accent sur le fait que cette résolution a exclu la menace des forces militaires et que c'était un choix difficile pour la Chine. (www.bjreview.com.cn/06-43-e) Par l'adoption des deux résolutions à l'ONU, la Chine a été évaluée comme *a responsible stakeholder* par T. Christensen, le secrétaire d'État assistant (2006 Report to Congress of US-China ESRC 89).

40. Les États-Unis ont gelé le compte nord-coréen dans le Banco Delta Asia à Macau, d'un montant de 24 millions de dollars, en raison des activités illégales (*Ibid.*, 87).

41. Avant même l'année 2003, il existait déjà aux États-Unis plusieurs rapports, qui indiquaient que la Corée du Nord avait une ou deux bombes atomiques en avril 2001, selon le vice-directeur de la CIA, John McLaughlin, et de deux à cinq bombes, selon Rumsfeld, en août 2001. Et c'est un fait bien connu que le programme nucléaire nord-coréen était lié à l'aide de la Chine. En dépit de ce fait, si les États-Unis ont soulevé le problème nucléaire nord-coréen et fait circuler la théorie de « crise » à propos de la Corée du Nord, ils semblaient en fait viser la Chine. Sur McLaughlin (Remarks by the Deputy Director of CIA, 17 April 2001) et sur Rumsfeld (CRS Issue Brief updated April 3, 2002).

venait d'achever les formalités légales et d'obtenir l'accord du Sénat américain, le 11 octobre 2002, pour lancer une action militaire contre l'Irak. De surcroît, les États-Unis ont déclenché l'attaque cinq mois après, c'est-à-dire le 19 mars 2003. Les tentatives américaines pour connaître les intentions du régime de Pyongyang en y envoyant Kelly relevaient d'une tactique diplomatique précédant la guerre contre l'Irak⁴².

Lors d'un entretien, Kelly demanda à son interlocuteur nord-coréen, Kang Seok-joo, si le régime avait un programme nucléaire secret de production d'uranium hautement enrichi. À la suite de la réponse affirmative de Kang, Kelly révéla que les États-Unis étaient prêts à avoir des contacts directs pour apporter une aide énergétique au régime de Pyongyang s'il renonçait à ce programme⁴³. Après la rupture de cet entretien nord-coréennes-américain, l'expression de « crise » du problème nucléaire nord-coréen a été employée parmi les spécialistes américains et, à la fin de 2002 et au début de 2003, le clan des partisans d'une attaque militaire contre les installations nucléaires nord-coréennes s'est renforcé aux États-Unis. (Richard Perle, David Frum, 2002 : 103-104).

Les relations nord-coréennes-américaines furent aggravées par les déclarations de George W. Bush qualifiant la Corée du Nord d'« axe du mal » (*axis of evil*), d'« État voyou » (*rogue State*) ou critiquant personnellement Kim Jong-il dès le début de son administration⁴⁴. Le président Bush a accepté partiellement le « Basic Agreement » conclu par le président Clinton en 1994, et en prévoyant la révision de cet accord, il a mis l'accent sur la menace des forces militaires classiques de la Corée du Nord. Il a ajouté que les États-Unis prendraient des mesures économiques et politiques, c'est-à-dire l'établissement de relations diplomatiques après la confirmation de la transparence dans la solution du problème nucléaire nord-coréen (*The White House*, 6/06/2001). L'entourage de Bush, le vice-président Cheney, Rumsfeld, Bolton et les « néoconservateurs » ont exprimé leur scepticisme face à la politique de négociation de l'administration Clinton envers le régime de Pyongyang (L. Niksch). Vu la tension des relations États-Unis-Corée du Nord après la visite de Kelly, le président Bush a proposé, en janvier 2003, au régime de Pyongyang une aide énergétique et alimentaire s'il démantelait totalement son programme nucléaire. Et, de plus, il a exprimé son intention de régler le problème nucléaire par une négociation multilatérale incluant la Chine, la Russie, le Japon et les deux Corées (*The White House*, 14/01/2003).

42. Il est à noter que, d'après R. Cliff, les Chinois perçoivent les difficultés des Américains à s'engager dans deux guerres en même temps comme un signe de vulnérabilité (*Entering the Dragon's Lair*, 2007).

43. (Niksch, (IB 91141) 6). À ce moment, le régime de Pyongyang a répondu affirmativement, mais dans la conférence des Six pays, les Nord-Coréens reniaient leur parole. Et aussi US Department of State, Richard Boucher, October 16, 2002.

44. Réf. (*The Washington Post*, May 21, 2000) Yang Wenjing note que le concept de Bush qualifiant la Corée du Nord de « mauvaise » (*evil*) était en réalité une allusion à la Chine (*Beijing Review*, April 18, 2002 : 8).

Il est remarquable que le président Bush ait choisi la voie des négociations diplomatiques, plutôt que la politique de l'attaque militaire contre la Corée du Nord⁴⁵. D'après L. Niksch, un chercheur du Congrès américain, la guerre contre les activités terroristes a pris le pas sur les autres politiques étrangères des États-Unis. (Niksch)

À cette époque, c'est la Chine populaire qui a montré un intérêt marqué face à l'initiative politique américaine et en particulier, les projets d'attaque militaire américaine contre la Corée du Nord⁴⁶. À la différence du début de l'administration Bush, les relations sino-américaines sont, d'après Niksch, restées stables, et cette stabilité ne pouvait pas être attribuée à la résolution de certains différends politiques entre les deux pays, parce que les problèmes pendents entre les deux pays, comme les droits de l'homme en Chine, ou le problème de Taïwan, n'ont pas été résolus.

Cinq mois après les événements du 11 septembre 2001, le président Bush, lors de sa visite à Beijing en février 2002, pour la réunion de l'APEC et à l'issue de sa tournée à Séoul et à Tokyo, demanda au président chinois Jiang Zemin de faire comprendre directement à Kim Jong-il l'intention de Washington d'engager un dialogue avec la Corée du Nord⁴⁷. Officiellement, la conférence des Six pays a été mentionnée pour la première fois dans l'agenda de l'entretien nippon-nord-coréen du 17 septembre 2002. À ce moment, le Premier ministre japonais Koizumi cherchait à normaliser les relations avec le régime de Pyongyang dans le cadre de la conférence des Six pays avec l'appui du Président Bush⁴⁸.

Le rôle chinois dans la conférence des Six pays

Dans la même interview où il proposait la conférence des Six pays, le président George W. Bush déclarait qu'il s'opposait à une négociation directe avec la Corée du Nord à cause du chantage des Nord-Coréens. (*The White House*, 01/14/2003). Le déclenchement de l'attaque contre l'Irak en mars 2003, conflit qui devait avoir une issue rapide remit la question de la Corée du Nord à l'ordre du jour. Le 15 avril 2003, G.W. Bush approuva la tactique de négociation du Département d'État, et confirma qu'il n'accepterait pas le gel du programme nucléaire de la Corée du Nord et qu'il discuterait la signature d'une quelconque formule d'agrément seulement après l'élimination totale de la menace nucléaire nord-coréenne. Dans cette conjoncture, la Chine intervenait en jouant un rôle de média-

45. D'après Saunders, un haut fonctionnaire de l'administration Bush concluait que l'option de l'attaque militaire était peu attrayante (Philip Saunders, Jan. 23, 2003).

46. Depuis les entretiens États-Unis-Corée du Nord d'octobre 2002 à Pyongyang, la Chine avait exprimé ses intérêts et réactions sensibles, en particulier à une attaque militaire américaine contre la Corée du Nord. Voir Xinhua, *Commentary on Beijing Six Party Talks*, 2003/08/27.

47. (<http://people'sdaily.com.cn/200202/09>).

48. (*People's Daily* 09/17/2002) La *Beijing Review* considérait que la rencontre Kim Jong-il-Koizumi avait lieu avec l'accord du Président G.W. Bush.

Bush (N° 40, October 3, 2002).

teur⁴⁹. Le 21 avril 2003, la Chine invita les représentants des États-Unis et de Corée du Nord à une conférence tripartite à Beijing⁵⁰. En fait, cette conférence tripartite a entraîné l'ouverture d'une négociation directe entre les États-Unis et la Corée du Nord, et peut donc être considérée comme une concession de la part des États-Unis. Le but de la Chine, en lançant cette invitation à une conférence tripartite et, par conséquent aussi à la conférence des Six pays, était, d'après Wang Yi, vice-ministre des Affaires étrangères, de satisfaire les États-Unis en donnant une assurance chinoise sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, et de garantir par ailleurs la sécurité de la Corée du Nord contre une attaque des États-Unis (people's daily.com.cn 08/26/2003). La Chine juge que son rôle dans cette conférence, qui devait être fondée sur le principe de l'égalité entre les parties, consiste d'abord à sauvegarder la paix et la stabilité de la péninsule coréenne, à rechercher activement une base commune pour la conférence, et à assurer que celle-ci garantisse la paix.

Lors de la conférence tripartite de Beijing, poursuivie en avril 2003, les États-Unis ont déclaré que, si le régime de Pyongyang renonçait au développement nucléaire, ils étaient prêts à prendre les mesures économiques correspondantes et à poursuivre la solution des problèmes pendants, incluant les missiles et les forces militaires classiques avec l'intention de normaliser les relations diplomatiques avec la Corée du Nord. (*Washington File*, 25/04/2003). La conférence tripartite a échoué en raison de l'attitude rigide des Nord-Coréens, qui voulaient exercer une pression en insistant sur leur possession de l'arme nucléaire et sur la réalisation simultanée du démantèlement et de la normalisation des relations diplomatiques⁵¹.

Malgré l'échec de la conférence tripartite, la conférence des Six pays eut lieu à Beijing en août 2003. Les États-Unis y ont exposé un principe, connu plus tard comme le CVID (*Complete, Verifiable, Irreversible, Dismantlement*). Présentée comme un préalable à toute négociation, cette doctrine a été répétée lors des conférences suivantes (Niksch, 5). Par ailleurs, la Corée du Nord a précisé que la normalisation des relations diplomatiques devait être recherchée parallèlement avec le démantèlement du programme nucléaire et a insisté sur la conclusion d'un traité de paix entre les deux pays⁵². Depuis lors, une deuxième conférence, en février 2004, et une troisième, en juin 2004, ont eu lieu à Beijing, mais les discussions ont tourné en rond.

49. D'après les sources chinoises, Kelly a demandé, pendant sa visite à Beijing le 14 janvier 2003, la médiation de la Chine (*People's Daily*, 15 janvier 2003).

50. La *Beijing Review* considérait que le changement des politiques de Bush à propos de la Chine de « compétiteur » à « partenaire » a été introduit depuis la conférence de l'APEC, c'est-à-dire la première rencontre Bush-Jiang Zemin, un mois après 9/11 (N° 52, December 27, 2001).

51. (people's daily.com.cn/200304/23). Selon J. Tkacik Jr., Cho Myong-rok, vice-maréchal et premier vice-président de la commission militaire centrale du PTCN était à Beijing avec les représentants nord-coréens à cette conférence et rencontrait Jiang Zemin, Hu Jintao et les plus hautes autorités militaires chinoises (*Research*, 15/03/2005).

52. Les sujets de désaccord étaient les suivants : les États-Unis voulaient démanteler d'abord et normaliser ensuite et, en revanche, la Corée du Nord exigeait la réciprocité et la simultanéité de ces mesures (Niksch).

La délégation chinoise présente a jugé que l'attitude intransigeante des Américains constitue un obstacle principal à la résolution du problème nord-coréen⁵³. La Chine et la Corée du Sud sont d'accord pour résoudre le problème nucléaire nord-coréen de manière pacifique et jugent nécessaire de la coopérer à la stabilité et à la paix dans cette région. Depuis la conférence au sommet entre les deux Corées du 15 juin 2000, les relations sud-nord-coréennes ont été dominées par une atmosphère de conciliation et de dialogue dans les divers domaines, contrairement à l'environnement tendu des relations américano-nord-coréennes⁵⁴.

En revanche, ces mêmes relations connaissent des difficultés. En décembre 2002, immédiatement après la visite de Kelly à Pyongyang, le régime nord-coréen a remis en marche les réacteurs nucléaires, arrêtés depuis 1994, suite à l'accord avec le président Clinton, et annoncé en janvier 2003 son intention de quitter le traité de non-prolifération nucléaire. Côté américain, l'administration Bush décide d'interrompre, à la fin de 2002, l'approvisionnement en fuel lourd à la Corée du Nord, et les partisans intransigeants des néoconservateurs mirent l'accent sur l'attaque militaire. Même après l'ouverture des conférences tripartites et de celles des Six pays, les États-Unis matérialisent leurs pressions économiques en prônant des mesures pour bloquer les échanges illégaux de la Corée du Nord, par exemple, la circulation de faux billets et de stupéfiants, et en proposant aussi, en mai 2003, une initiative pour éviter toute prolifération (*Proliferation Security Initiative* ou PSI) afin d'interrompre les échanges d'armes de destruction massive⁵⁵. La construction par la Corée du Nord de deux réacteurs à eau légère, qui avait été décidée dans le cadre du « Basic Agreement » avec le président Clinton, en 1994, fut alors, sur demande américaine, suspendue en novembre 2003.

Les relations sino-américaines et la Corée du Nord

En apparence, la Chine et la Corée du Sud étaient d'accord sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, mais il y a une certaine différence

53. En fait, la Chine, la Corée du Sud et la Russie ont critiqué l'attitude intransigeante des États-Unis et demandé aux États-Unis de proposer en détail des mesures réciproques. Sur les conseils des Sud-Coréens, le représentant américain Hill a changé son plan, basé sur la solution par étapes, mais les Nord-Coréens insistaient pour recevoir une aide économique simultanée suivant chaque étape.

54. Grâce à la politique de coopération et de dialogue entre les deux Corées, le volume total du commerce a augmenté pendant le mandat du président Kim Dae-jung.

Année	1996	1998	2000	2002	2004
Montant	252	222	425	642	696

(en millions de dollars)

Source : Ministère de Réunification, 05-02, juin 2005

À cause de la politique sud-coréenne dite de « Sunshine », qui peut être comprise par la fable de La Fontaine « Phébus et Borée », Bush, qui poursuivait une politique de pressions ou de sanctions envers la Corée du Nord, était perturbé et était critique envers cette politique (CRS Report, RL 33567, July 21, 2006 : 12).

55. La conférence de PSI, proposée par Bush en juin 2003, a été organisée à Madrid, avec la participation de 11 pays incluant l'Australie, le Japon et des pays d'Europe.

entre les deux sur le système de paix devant régner dans la péninsule. La Chine considère la conférence des Six pays comme un mécanisme nécessaire pour aller au-delà du problème nucléaire nord-coréen, c'est-à-dire pour changer le système de paix dans la péninsule coréenne⁵⁶. Par ailleurs, la Corée du Sud insiste, depuis la conférence au sommet du 15 juin 2000, sur son rôle directeur dans la recherche du système de paix⁵⁷. Quant aux États-Unis qui veulent contraindre la Corée du Nord par les sanctions économiques, ils ont été gênés dans leur politique de dénucléarisation coréenne par la politique sud-coréenne de coopération et d'échanges avec la Corée du Nord.

Lors de la conférence des Six pays, la délégation chinoise critique l'attitude intransigeante des États-Unis qui y présentent le principe de CVID. Mais, en réalité, la Chine et la Corée du Sud préfèrent résoudre les problèmes nucléaires nord-coréens par la négociation et un changement pacifique du régime nord-coréen, contrairement à la politique américaine qui souhaite un changement radical de Pyongyang⁵⁸. D'après Niksch, l'administration Bush considère la conférence des Six pays comme un moyen de s'assurer le soutien des quatre pays en isolant la Corée du Nord. (Niksch)

Mais, il y a, dans l'administration Bush, un désaccord sur la politique visant à trouver la solution du problème nucléaire nord-coréen : une coalition influente formée de hauts fonctionnaires et de conseillers du Pentagone, les « néoconservateurs », et une autre coalition, en particulier, au département d'État, sont en opposition directe sur la politique envers la Corée du Nord (Niksch).

Les néoconservateurs sont hostiles à la politique de négociation et veulent la chute ou le changement du régime de Pyongyang, ou au moins des concessions nord-coréennes unilatérales par des pressions incluant l'attaque militaire et les sanctions économiques⁵⁹. Le président G. W. Bush déclara, dans son entretien avec le Président Roe de Corée du Sud du 20 octobre 2003, qu'il n'avait pas l'intention d'envahir la Corée du Nord, mais des expressions comme *pre-emptive strike* et *outposts of tyranny* des partisans intransigeants des néoconservateurs contre la Corée du Nord rendaient le contexte de la conférence des Six pays fort difficile⁶⁰.

56. La *Beijing Review* notait que l'établissement de relations diplomatiques nouvelles était devenu important dans cette région après l'essai nucléaire de la Corée du Nord. (N° 1, Jan. 4, 2007).

57. Remarks of President Bush and President Kim, March 7, 2001, 27-33.

58. (Jim Robe, www.ipnews.net) et réf. (Richard N. Haass, July/August, 2005) Haass pense qu'il y a peu de chance d'obtenir l'effet espéré sur-le-champ par la politique de changement d'un régime.

59. (Politics, US : Hawkes) Les néoconservateurs comme Bush, Cheney, Rumsfeld et Bolton se sont groupés en juin 1997 dans une organisation dite de « Projet pour le Nouveau Siècle Américain », basée sur la politique de force militaire et la « clarté morale ».

60. www.cwd.go.kr : warp.kr/diplomacy/05/calendar 20 October 2003 Le vice-président Cheney a décrit Kim Jong-il comme « pro-slavery » et « war-monger » dans une interview à CNN, le 16 juin 2005. Depuis lors, l'importance de l'accord entre les paroles et les actions a été accentuée. Par exemple, C. Pritchard, ancien négociateur des États-Unis dans l'administration Clinton, a déclaré que même si l'administration Bush avait parlé de sa reconnaissance de la souveraineté de la RDPC, les États-Unis n'ont pas déclaré officiellement cette position, et ne l'ont pas présentée par le canal officiel à la Corée du Nord (Pritchard, December 2005).

L'accord, conclu le 19 septembre 2005 au cours de la dernière conférence de Beijing, n'est qu'une synthèse des deux politiques : du côté de la Corée du Nord, la négociation directe sur le problème du passage du système de cessez-le-feu, signé en 1953, au système de paix, et du côté des États-Unis, d'abord l'application effective du principe de CVID et, ensuite, l'aide économique et la garantie de la sécurité de la Corée du Nord. Le Président Bush a eu une certaine liberté de choix en montrant sa fermeté dans l'espace libre formé par les suggestions extrêmes et opposées des deux groupes. Les débats passionnés entre les « faucons » et les « négationnistes » sur le problème nucléaire nord-coréen sont liés aux vues américaines sur la Chine.

Au long terme, à supposer que la Chine continue son développement économique au niveau actuel de croissance annuelle de 8-10 %, la stratégie chinoise devrait intéresser considérablement les Américains. D'après D. Shambaugh, représentant d'un groupe optimiste sur l'avenir de la Chine, celle-ci pourrait être une puissance alliée des États-Unis et profiter de leur coopération dans l'indépendance, dans la mesure où elle agirait comme puissance acceptant le *statu quo* d'une manière constructive et responsable comme elle l'avait fait lors de la conférence des Six pays⁶¹. À l'opposé, il existe un groupe pessimiste dans l'interprétation de la stratégie de la Chine. A. Tellis prévoyait que la croissance économique chinoise à long terme la conduirait à supplanter graduellement et pacifiquement les États-Unis comme garant principal de la sécurité en Asie. Ce groupe est dubitatif sur le rôle de médiateur de la Chine dans la conférence des Six pays. (*The Military Power of China*, 9-16)

En plus des problèmes pendants entre les deux pays, comme celui des droits de l'homme et celui de Taïwan, il y a, d'après A. Tellis, des problèmes plus importants, comme l'augmentation secrète des dépenses de défense de la Chine et les ventes de missiles et de technologies pour les armes de destruction massive⁶². Il a noté que la Chine essayait de contrôler des ressources naturelles en Asie centrale et des bases navales dans l'océan Indien.

Un rapport rédigé pour le Congrès américain par K. Dumbaugh notait que la Chine a devancé les États-Unis dans les organisations régionales de l'Asie, comme l'ASEAN, l'East Asian Summit, l'ASEAN plus Three et la Shanghai Cooperation Organisation⁶³. Un certain nombre de documents

61. (Will China be, March 14, 2005 : 2-9) Le volume total du commerce sino-américain a cru de 2.4 milliards de dollars en 1979 à 169.63 milliards en 2004. On peut évaluer le produit intérieur brut chinois à 6.4 mille milliards en 2025, comparable aux 6.3 mille milliards du Japon (*The Military Power of the PRC* 2005 : 20). D'après un autre document publié par RAND, les PIB des États-Unis, de la Chine et du Japon deviendront en 2025 respectivement, 25 000 milliards, 7,5 et 7 (pour l'Union européenne, 1), (Harold Brown, June 28, 2005).

62. P. Rodman, secrétaire assistant à la Défense, a témoigné que la Chine à ce moment était les sources clés dans les transferts d'armes notamment d'armes de destruction massive, d'équipements et de technologies (14/09/2006) et aussi (Ian Berman, 14/09/2006) (2006 Report to Congress of US-China ESRC, 82-92).

63. (Kerry Dumbaugh, updated 20/01/2006) D'après la *Beijing Review*, la Chine voulait éviter un conflit avec les États-Unis, mais elle a organisé la « Shanghai Cooperation Organisation » à cause de l'hostilité du Pentagone (3, 17/01/2002 : 11).

américains, incluant les rapports rédigés pour le Congrès, se montrent défavorables à l'attitude chinoise vis-à-vis de la Corée du Nord et, en particulier, le sénateur républicain John McCain avertit que le traitement de la Corée du Nord par Beijing pourrait être l'occasion de définir à nouveau les relations avec la Chine, notamment dans le commerce⁶⁴. La politique des États-Unis à l'égard de la Chine est passée de la « politique d'Engagement » de l'administration Clinton, à celle de « stakeholder » de Robert Zoellick, le secrétaire d'État adjoint. Présenté le 21 septembre 2005, ce dernier projet consiste en une politique modérée, une autre version de l'engagement⁶⁵. Et une autre version de la politique de l'administration Bush, dite de *hedging*, est entrée en scène au cours de la dernière partie du mandat du Président Bush⁶⁶.

La Chine et la Corée du Nord

Il est intéressant de noter que J. Lilly, le précédent ambassadeur à Séoul, indique, en citant des expressions simples et significatives comme « connaissez votre ennemi », qu'il y a une différence entre Kim Il-sung, qui était violent, et Kim Jong-il, qui montrait sa ruse à cause des pressions exercées sur lui⁶⁷. Cette expression pourrait être appliquée aux relations sino-nord-coréennes.

Compte tenu des contraintes pesant sur la politique étrangère de la Chine, contraintes dues à des facteurs propres, comme la nécessité d'un environnement pacifique, il serait préférable de tenir compte des facteurs qui peuvent aider à comprendre les relations des deux pays. Il faut préciser, premièrement, qu'il y a une grande différence entre les relations entre pays socialistes ou totalitaires et celles entre démocraties libérales. D'après Kissinger, dans les démocraties libérales, il y a plus de « linkage » entre les relations étrangères et la politique intérieure, mais, au contraire, dans les pays socialistes ou totalitaires, il y a peu d'influence mutuelle entre les relations extérieures et la politique intérieure⁶⁸. Il y a, deuxièmement, « cinq principes de coexistence pacifique » qui dominent les relations des pays socialistes depuis longtemps, comme la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, et le respect de l'égalité et de la souveraineté d'un pays. Ce sont des principes sur lesquels la Chine populaire a longtemps insisté

64. <http://www.mosnews.com/news/2006/07/10>.

En fait, une commission du Congrès américain notait avec précision son mécontentement face à la coopération chinoise avec la Corée du Nord. Réf. (2004 Report to Congress of US-China ESRC).

65. (CRS Report, RL 32804 : 4) Cette conception est employée non seulement pour récolter par les Chinois des profits économiques du système global, mais aussi pour assumer des responsabilités plus grandes dans le monde diplomatique.

66. D'après Rodman, le *hedging* signifie une approche réaliste à l'ambition militaire de la Chine, et la coopération avec les alliés en Asie, pour former l'équilibre de puissance, et la préparation dans l'éventualité d'un conflit avec la Chine (2006 Report to Congress, 129-130).

67. www.aei.org/pub/25536, James R. Lilly, Jan. 31, 2007.

68. Réf. Domestic Structure and Foreign Policy, 1969. En ce qui concerne la Corée du Nord, qui était habituée depuis longtemps à l'autarcie ou à la survie par ses propres forces, il est simpliste de penser que le changement de sa politique serait possible par les pressions de l'extérieur.

pendant les années 1960 et 1970, en évoquant l'hégémonisme soviétique et les invasions soviétiques en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Troisièmement, d'après Annie Kriegel, c'est plutôt dans les relations de parti à parti entre les pays socialistes que l'intensité des relations intimes entre deux pays pourrait être mesurée, ou plutôt dans les relations de gouvernement à gouvernement⁶⁹. C'est dire que les relations intimes des deux partis socialistes des deux pays sont plus importantes que les relations officielles entre les deux gouvernements. Dans les relations sino-nord-coréennes, la position du parti communiste chinois (commission militaire centrale) a plus de poids que la position du gouvernement. Il est exceptionnel de voir que, d'après le *People's Daily* du 11 octobre 2006, Hu Jintao, lors du sixième plénum du seizième comité central, a insisté sur le fait que les forces militaires doivent suivre le leadership du Parti et rester proches du peuple. Quatrièmement, de même que la politique nucléaire nord-coréenne a été décidée par l'armée, la position de la Chine à propos des problèmes nucléaires nord-coréens peut être décidée par l'autorité militaire de la Chine et non par le gouvernement chinois⁷⁰. À ce propos, il est remarquable de constater que la coopération militaire sino-nord-coréenne remonte aux années 1948-1949, avant même la guerre de Corée de 1950⁷¹. Durant cette période, l'armée populaire nord-coréenne avait pris part à la guerre civile en Mandchourie et le Shandong contre l'armée de Tchang Kaï-chek et avait joué un rôle décisif dans la prise des régions capitales pour l'armée communiste chinoise. (Dallin, 1948 :326) Il est intéressant de noter que J. Pollak pensait que les efforts chinois pour amener la Corée du Nord à la conférence des Six pays étaient un sujet diplomatique épisodique⁷².

PERSPECTIVES ET CONCLUSION

Après l'adoption de la résolution du Conseil de Sécurité en octobre 2006, une autre conférence des Six pays a eu lieu à nouveau à Beijing à la fin de décembre 2006. En dépit des critiques américaines concernant la pertinence de la conférence⁷³, ou le rôle de la Chine dans celle-ci, la confé-

69. Réf. Annie Kriegel, *Pouvoirs*, n° 21, 1982.

70. Concernant les relations militaires sino-nord-coréennes, voir les articles de J. Tarik Jr. (Dose Beijing Approuve) et (China's Arm Yawls, July 11, 2006,) et aussi de Robert Marquant, 01/03/2007.

71. L'analyse comparée des deux commissions militaires centrales, de la Chine et de la Corée du Nord, peut donner la clé pour comprendre les relations militaires sino-nord-coréennes. Cao Gangchuan, le plus âgé dans la CMC du PCC et ministre de la Défense, était à Pyongyang le 4 avril 2006 pour le renforcement des liens militaires entre les deux pays. En revanche, dans la CMC du Parti des Travailleurs de Corée du Nord, 6 membres, incluant 4 anciens membres des partisans d'avant 1945 étaient plus âgés que Cao Gangchuan.

72. (Jonathan Pollak, Jan. 2007) Déjà en 2004, Richard Bush, directeur du Centre de Brookings, a témoigné que les Chinois croyaient sincèrement qu'il y avait des limites à leur capacité à peser sur Kim Jong-il. (The Worth Korea Dreadlocks, Jan. 15, 2004).

73. Les critiques peuvent être divisées en trois groupes ; le premier est celui de ceux qui s'oppose à la forme de la conférence des Six pays ou qui recommandent la négociation directe avec la Corée du Nord, comme Kerry, Pritchard, Aser ; le deuxième est celui de ceux qui critiquent l'attitude américaine dans cette conférence, comme Canter, Abromobitz, et le dernier groupe est celui de ceux qui sont mécontents de l'attitude chinoise, comme McCain, Friedberg.

rence des Six pays du 8 février 2007, qui a duré 5 jours, a obtenu, mais avec difficulté, l'accord des Six pays⁷⁴.

On peut dire que cet accord est dramatique si on tient compte des actions des États-Unis après l'adoption de la résolution à l'ONU. Ils ont insisté auprès de la Chine et de la Corée du Sud pour qu'elles mettent toutes deux fermement en œuvre les sanctions, comme la Prolifération Security Initiative⁷⁵. Cependant, des changements à des postes importants dans l'administration Bush, en novembre 2006, comme ceux du secrétaire à la Défense et de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, peuvent être considérés comme significatifs⁷⁶. Rumsfeld et Bolton étaient des néoconservateurs typiques et, par conséquent, des « faucons » qui s'opposaient à la tactique de négociation avec la Corée du Nord.

Le Président Bush a accepté la recommandation de la secrétaire d'État C. Rice et aussi les rencontres directes à Berlin du 16 au 18 janvier 2007 entre C. Hill et Kim Kye-gwan, représentant nord-coréen (Statement by president Bush, et aussi Jim Robe 15/02/2006). Les « faucons » étaient opposés à cette rencontre, proposée par la Corée du Nord en juin 2006.

Mais le Président Bush a dû se consacrer totalement aux problèmes de l'Irak pendant la dernière année de son mandat, et il aimait lier les relations amicales personnelles aux relations d'amitié entre les États. Comme il a traité Kim Jong-il de « nain », une rencontre et la conclusion d'un accord spectaculaire entre les deux leaders ne pouvaient être imaginée (Gary Samore, *CFR*, 1/11/2006).

Les « faucons » américains, qui demandaient à la Chine des mesures rigoureuses, comme la rupture des relations diplomatiques avec la Corée du Nord ou le blocus de la frontière sino-coréenne, pensaient-ils que les relations sino-nord-coréennes s'aggravaient (2006 Report to Congress of US-China, 86-90) ? Cette hypothèse peut être établie si on reconnaît que l'intention américaine initiale dans leur poursuite de la conférence des Six pays est en fait d'exercer une contrainte sur la Chine. Il faut noter que la Chine a montré ses inquiétudes dans le cadre des trois négociations directes entre les États-Unis et la Corée du Nord, qui ont eu lieu à Berlin depuis le 16 janvier 2007 et ont continué pendant la conférence de Beijing.

74. D'après le « North Korea-Denuclearisation Action Plan », signé par les six pays, le 13 février 2007, le processus de dénucléarisation de la Corée du Nord devait se dérouler en quatre phases. L'arrêt de l'exploitation des réacteurs, confirmé par l'IAEA, la déclaration de l'abandon du programme nucléaire de la Corée du Nord, la livraison en échange par la Corée du Sud d'un million de tonnes de fuel lourd dans un délai de 60 jours, et l'examen de la liste des pays soutenant le terrorisme et l'atténuation des sanctions financières des États-Unis (North Korea-Denuclearisation Action Plan, Feb. 13, 2007) et aussi (Statement by President Bush, Feb. 14, 2007) ; (Condoleezza Rice, Feb. 13, 2007).

75. Cet accord peut être spectaculaire pour la Corée du Nord, parce que Kim Jong-il a déclaré le 17 juin 2005, après la dernière rencontre des Six pays, qu'il voulait attendre trois ans l'administration qui suivrait celle de Bush (Pritchard).

76. On pense que le changement de la politique de Bush se produisit après la conférence au sommet américano-sud-coréen, le 17 novembre 2006 dans laquelle le Président Roe exprima au Président Bush son soutien partiel au PSI (Tony Snow, November 17, 2006).

Mais si la Chine semble satisfaite d'avoir réussi à inclure dans cet accord sa proposition de système de paix pour l'avenir, elle accélère, en même temps, la modernisation de ses forces armées en portant son budget militaire en 2007 à 17,8 % (4,5 % de son PIB)⁷⁷. Le *People's Daily* considère que l'attitude flexible de Bush dans cet accord de février 2007 est liée à son besoin de succès diplomatique⁷⁸. Même s'il est vrai que la Chine peut avoir une influence réelle dans le commerce avec la Corée du Sud, il est aussi vrai que cette possibilité peut être contrebalancée par le fait qu'une Corée unifiée risquerait d'entretenir des relations intimes avec des pays en compétition avec la Chine. Les États-Unis, ayant décidé de se consacrer totalement au problème irakien pendant 5 ans, n'ont comme alternative pour le moment que de poursuivre la conférence des Six pays, au cours de laquelle on fixerait les étapes futures de la dénucléarisation de la Corée du Nord.

Quant aux Coréens, qui veulent jouer un rôle directeur dans le processus de réunification, il leur faut combiner les demandes accablantes chinoises et américaines et former un plan convenable pour la réunification. R. Armitage et J. Nye ont jugé que la réforme de l'équilibre stratégique de l'Asie orientale serait achevée vers l'an 2020 avec l'accession de l'Inde, de la Chine et du Japon au statut de puissances majeures. Le processus de réunification de la Corée pourrait à ce moment être développé⁷⁹. Et J. Pollak prévoit une stabilisation du régime de Pyongyang après l'accord avec les États-Unis. (J. Pollak)⁸⁰ Cet environnement extérieur, incluant des relations sino-américaines solides représenterait un facteur favorable et donnerait un élan au processus de réunification.

En revanche, C. Cooper juge que la période de 2008, où la Chine pourrait avoir une capacité de l'opération militaire fondée sur la stratégie de l'*access denial* en 2015, où les États-Unis pourraient avoir une capacité à déjouer la stratégie chinoise de l'*access denial*, peut être estimée comme une période de crise ou de vulnérabilité pour les États-Unis. En même temps, il envisage la possibilité d'une invasion par la Chine de Taïwan car, en 2012,

77. J. Tkacik, March 8, 2007.

78. (*People's Daily*, 14/02/2007). D. Oberdorfer pensait que la politique de Bush à propos du problème nucléaire de la Corée du Nord a été influencée par trois facteurs : 1) la victoire du Parti démocrate dans les élections au Congrès 2) les démissions des néoconservateurs comme Bolton, 3) la persuasion de la Chine (Policy Forum Online 07-024A, March 20th, 2007). La conférence bilatérale américano-nord-coréenne organisée dans la limite de la conférence des Six pays était en stagnation depuis cet accord. La Corée du Nord demandait aux États-Unis l'ouverture de la conférence du désarmement nucléaire en acceptant la possession nord-coréenne des armes atomiques comme établie. *Yonhap press*, 19, 20/01/2009). Et l'administration d'Obama demandait la renonciation préalable nord-coréenne aux armes atomiques pour la normalisation des relations diplomatiques.

79. (CSIS Report, February 2007). Le rapport Armitage ne présente pas en détail le processus de la réunification de la Corée. Sur le processus de la réunification de la Corée, réf. Le Rapport rédigé par le Conseil atlantique des États-Unis : A Framework for Peace and Security in Korea and North-East Asia, April 2007. Ce rapport indique que la Chine devra être consultée dans la conférence des quatre pays, incluant les deux Corées et les États-Unis.

80. Il a dit que le régime de Kim Jong deviendrait stable vers 2015. D'après le livre blanc chinois de défense nationale de 2006, la Corée du Nord a possédé 6-7 bombes atomiques et 40-50 kg de plutonium (China's National Defense). En revanche, Oberdorfer a noté que la Corée du Nord a possédé 50 kg de plutonium et 6-10 armes nucléaires.

elle aura la capacité d'envahir, de bloquer et d'occuper Taïwan (Cooper, 16/03/2006)

Il reste à savoir si la Chine se lancerait dans une telle opération contre Taïwan, car en agissant ainsi, elle renoncerait à son progrès économique et risquerait une intervention des États-Unis. À plus forte raison, la période 2015-2020 pourrait être utilisée, dans l'hypothèse où la situation dans la péninsule coréenne resterait inchangée, à l'accomplissement de cette tâche⁸¹. Après l'accord de libre-échange du 2 avril 2007 conclu entre la Corée du Sud et les États-Unis⁸², accord qui inclut l'entrée de produits du district industriel de Corée du Nord (y compris Gaesong) en tant que produits de la Corée du Sud, les relations renforcées américano-coréennes pourraient servir de modèle à une réunification par la coopération et l'économie⁸³.

YOUNG S. KIM,

Professeur à l'université de Sejong

Bibliographie

1. *Foreign Relations of United States*, 1945, vol. VI, State Dept., Washington, 1967.
2. *The Entry of Soviet Union into the War Against Japan*, Defence Department, 1955.
3. *US Agreements and Commitments Abroad, Hearings before the Sub-Committee on US Security Agreements and Commitments Abroad of the Committee on Foreign Relations*, US Senate, GPO, 1970.
4. Remarks by the Deputy Director of CIA, John McLaughlin, to Texas A&M Conference, *CIA North Korea: Engagement or Confrontation*, April 17, 2001.
5. US Department of State, Richard Boucher, Spokesman, *North Korea Nuclear Program*, Press Statement, October 12, 2002.
6. *The White House*, President Bush Discuss Iraq, Jan., 14, 2003.

81. Lors de la conférence militaire tenue du 10 au 12 mai 2007 des deux Corées, la première conférence entre les deux pays depuis l'accord des six pays à Beijing le 13 février 2007, ils se sont mis d'accord pour garantir la sécurité du passage des trains entre Gaeseong (du Nord) et Munsan (du Sud) <http://edition.cnn.com, 05/10/2007>.

82. B. Klinger a noté que cet agrément coréo-américain de libre-échange pourrait donner aux entreprises américaines une tête de pont importante vers les marchés asiatiques et contrebalancer les liens commerciaux croissants de la Corée du Sud avec la Chine, et permettre aux États-Unis de regagner leur position de premier partenaire dans le commerce avec Séoul (Bruce Klinger et Anthony B. Kim, April 2, 2007).

83. Le district industriel de Gaesong (66 millions de mètres carrés) en Corée du Nord fut créé par l'accord entre les deux Corées le 9 novembre 2002, avec l'investissement technologique et financier des Sud-Coréens (environ 220 millions de dollars) et la main-d'œuvre nord-coréenne. Le montant du commerce du district de Gaesong était de 176,7 millions de dollars, soit 16,7 % du volume total du commerce entre les deux Corées (1,1 milliard de dollars) (Yonhap News 04/02/2007) réf (www.kidmac.com).

7. *US Department of State, Washington File, Power Says Beijing Talks-Show United Opposition to Nuclear Korea*, April 25, 2003.
8. *Annual Report on the Military Power of the People's Republic of China*, Department of Defence, 2004.
9. *2004 Report to Congress of the US-China Economic and Security Review Commission*, One Hundred Eighth Session, June 2004.
10. *Annual Report to Congress, The Military Power of the PRC*, 2005, Office of the Secretary of Defence.
11. American Forces Press Service, News Articles, *US argues against EU lifting Arms Embargo against China*, Kathleen T. Rhem July 21, 2005.
12. Security Consultative Committee Document, *US-Japan Alliance: Transformation and Realignment for the Future*, October 209, 2005.
13. *Annual Report to Congress, The Military Power of the PRC*, 2006, Office of the Secretary of Defence.
14. *United States-Japan Roadmap for Realignment Implementation*, May 1, 2006.
15. Secretary Condoleezza Rice, *Following a Meeting of the US-Japan Security Consultative Meeting*, Washington, DC, May 1, 2006.
16. US, ROK Navies Perfect Warfighting Skills in Foal Eagle 06, Story Number NNS060406-17, Release Date 4/6/2006.
17. US-ROK 1 Team, 1 Fight for RS01/06, Story Number NNS060407-07 Release Date 4/7/2006.
18. Before the *US-China Economic and Security Review Commission*, Hearings, September 14, 2006.
19. *2006 Report to Congress of US-China Economic and Security Review Commission*, October 30, 2006.
20. Press Briefing by Press Secretary Tony Snow, November 11, 2006.
21. North Korea –Denuclearisation Action Plan, Initial Action for the Implementation of the Joint Statement, February 13, 2007-04-02.
22. Briefing on the Agreement Reached at the Six Party Talks in Beijing, Secretary of State, Condoleezza Rice, February 13, 2007-04-02.
23. Statement by President Bush on Six Party Talks, February 14, 2007-04-02.
24. CRS Issue Brief for Congress, Korea: US-Korea Relations, Updated, April 3, 2002.
25. P. Saunders, *Military Options for Dealing with North Korea's Nuclear Program*, January 23, 2003, Monterey Institute of International Studies, CNS, North Korea Special Collection.
26. *Assuring Access in Key Strategic Regions: Toward a Long-term Strategy*, The Pacific Theater: A PRC-Taiwan's Game, Prepared for the US Army, RAND, Arroyo Center, 2004.
27. Brookings, *The North Korea Deadlock, A Report from the Region*, January 15, 2004.
28. *Will China be a Coherent Strategic Actor in Asia?* Unedited Transcripts, AEI, March 14, 2005.
29. *Does Beijing Approve of North Korea's Nuclear Ambitions?* John Tkacik Jr. Heritage Foundation, Policy Research, March 15, 2005.

30. *The Military Power of the People's Republic of China*, AEI and National Defence University, 2005.
31. Harold Brown, *Managing Change: China and the United States in 2025*, RAND, June 28, 2005.
32. Jim Robe, *Politics, US: Hawks Push Regime Change in North Korea*, www.ipnews.net June 2005.
33. Richard Haass, *Regime Change and Its Limits*, Foreign Affairs, July/August 2005.
34. C. Pritchard, *Six Party Talks Update: False Start or A Case for Optimism?* December 2005.
35. *A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defence Reform Plan*, Bruce Burnett, RAND, National Defence Research Institute (Republic of Korea), 2006.
36. CRS Report, *China-US Relations: Current Issues and Implications for US Policy*, Kerry Dumbaugh, Updated January 20, 2006.
37. R. Fisher Jr., *Global Ambition; As China Trade Expands, So Do Its Military Horizons*, *Armed Forces Journal*, May 3, 2006.
38. *China's Undersea Warfare: Strategy and Capabilities*, AEI, Transcripts, May 8, 2006.
39. CRS Issue Brief for Congress, *North Korea's Nuclear Problem*, Larry Niksch, Updated, May 26, 2006.
40. The Atlantic Council of the United States, *Issue Brief July 2006, China's Rise and US Influence in Asia*, Robert Sutter.
41. *China's Army Yawns at Pyongyang's Missiles*, John Tkacik Jr., Heritage Foundation, July 11, 2006.
42. CRS Report, *US-Korea Relations, Issue for Congress*, July 21, 2006.
43. *China's Growing Missile Forces*, AEI, Transcripts, July 11, 2006.
44. AEI, Transcripts, *China's New Concepts of Security*, Hearings, August 3-4, 2006.
45. *For the Security of Sea Lanes: Multinational Maritime Operations by China, Japan and US*, by Yasuki Nakahata, Stimson Center, August 8, 2006.
46. Ilan Berman, *Testimony, Before US-China ESRC*, September 14, 2006.
47. Richard Fisher Jr., *2nd Artillery Modernisation*, AEI, October 17, 2006.
48. Gary Samore, « *Very Skeptical* », *New Talks with North Korea will Bring Progress*, CFR 11889, November 1, 2006.
49. Christopher Griffin and Raffaello Pantucci, *A Treacherous Triangle?: China and the Transatlantic Alliance*, *SAIS Review* vol. XXVII, n° 1 (Winter-Spring 2007).
50. James Lilley, *Briefing: North Korea*, www.aei.org/pub25536, January 31, 2007.
51. Jonathan Pollak, *North Korea's Nuclear Weapons Program to 2015; Three Scenarios*, *Asia Policy* n° 3, January 2007.
52. N. Korea Escalates « *Cult of Kim* » to counter West's Influence, Robert Marquand, *The Christian Science Monitor*, 01/03/2007.
53. Jim Robe, *Political Battle Just Beginning*, *Asia Times*, February 15, 2007.

54. John Tkacik Jr., *A Chinese Military Superpower?* Heritage, March 8, 2007.
55. Policy Forum Online 07-024A: March 20th, 2007, Don Oberdorfer, *So Far, So Fast: What's Really Behind the Bush Administration's Course Reversal on North Korea and Can the Negotiations Succeed?*
56. Report of the Atlantic Council of the United States, *A Framework for Peace and Security in Korea and North East Asia*, Working Group on North Korea, *Policy Paper* April 2007, James Goodby, Jack N. Meritt, Donald Gross.
57. *The US-South Korea FTA: A Defining Moment*, Bruce Klinger and Anthony B. Kim, Heritage Foundation, April 2, 2007.
58. Council of Foreign Relations, Report, US – *China Relations*, April 10, 2007.
59. *Beijing's Intentions in Space*, John Tkacik Jr., April 25, 2007, Heritage Foundation.
60. *China's Quest for a Superpower Military*, John Tkacik Jr., May 17, 2007, Heritage Foundation.
61. China's Odyssey: Bates Gill, Martin Kleeber, *Foreign Affairs*, May/June, 2007.
62. *China's National Defence in 2006*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, December 2006, Beijing.
63. Report on the Implementation of the 2006 Plan for National Economic and Social Development And on the 2007 Draft Plan for National Economic and Social Development, Fifth Session of the Tenth National People's Congress March 5, 2007.
64. A. Dallin, *Soviet Russia and the Far East*, New Haven, Yale University, 1948.
65. R. Hargreaves, *Red Sun Rising: The Siege of Port-Arthur*, New York, J. B. Lippincott, 1962.
66. Henry Kissinger, *Domestic Structure and Foreign Policy*, in *International Politics and Foreign Policy*, edited by James Roseneau, The Free Press, New York, 1969.
67. *Warships of the Imperial Japanese Navy 1869-1945*, US Naval Institute Press, Lionel Liventhal Limited, 1977.
68. Overholt, William H., *The Rise of China: How Economic Reform is Creating a New Superpower?*, New York, WW Norton and Company, 1993.
69. O'Tuathail, Gearoid, and Dalby, Simon, *Rethinking Geopolitics*, Routledge, 1998.
70. Richard Perle, David Frum, *An End to Evil: How to Win the War on Terror*, New York, Random House, 2003.
71. Bates Gill, James Mulvenon, Mark Stokes, *The Chinese Second Artillery Corps: Transition to Credible Deterrence*, RAND, 2005.
72. Keith Crane, Roger Cliff, Evans S. Medeiros, James C. Mulvenon, William H. Overholt, *Modernising Chinese Military*, RAND 2005.
73. Roger Cliff, M. Burles, MS Chase, Derek Eaton, Kevin Pollpeter, *Entering the Dragon's lair*, RAND 2007.

74. *Documents Diplomatiques Français* (1870-1914), 2^e Serie (1901-1911) TV.
75. *L'Organisation Militaire du Japon*, L. Pétillet, Paris, Augustin Challamel, 1904.
76. *La Chine : Novatrice et Guerrière*, Capitain D'Ollone, Paris, Armand Colin, 1906.
77. Annie Kriegel, *Le Système Communiste Mondial : Mythe ou Réalité, Pouvoirs*, n° 21, 1982.
78. *Textes Choisis de Deng Xiaoping*, Bom-ou Sa, vol. II, 1993.
79. *Le Livre Blanc de la Réunification*, 2002, ministère de la Réunification.
80. Ministère de la Défense (ROK), *Newsletter* 25, mai 2007.
81. Associated Press.
82. *Beijing Review*.
83. Donga.com.
84. *JoongAng Daily*.
85. *People's Daily*.
86. *Xinhua*.
87. *Yonhap News*.
88. CNN.
89. *The Christian Science Monitor*.
90. <http://news.bbc.co.uk>.
91. <http://mosnews.com/news/2006/07/10>.